

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 53/004/2008 – ÉFAI

29 juillet 2008

Action complémentaire sur l'AU 46/07 (AMR 53/001/2007, 26 février 2007) – Menaces de mort / Harcèlement / Manœuvres d'intimidation

VÉNÉZUÉLA **Jose Luis Urbano (h), défenseur des droits humains
ainsi que sa famille
et les membres de la Fondation pour la défense du droit à l'éducation**

Le défenseur des droits humains Jose Luis Urbano a été menacé en raison de ses activités de président de la Fondation pour la défense du droit à l'éducation, une organisation non gouvernementale (ONG). Amnesty International craint que la vie de cet homme, de sa famille et des autres membres de cette organisation ne soit en danger.

Le 3 mai, Jose Luis Urbano s'est exprimé sur une station de radio locale dans l'État d'Anzoátegui. Il a fait état d'allégations selon lesquelles une école de Barcelona, une ville de cet État, avait exigé illégalement que de l'argent lui soit versé pour que les enfants assistent aux cours, ce qui signifiait que de nombreux élèves défavorisés en seraient exclus. À la suite de ces propos, le directeur de cet établissement aurait menacé Jose Luis Urbano et appelé à commettre des attaques contre lui. Jose Luis Urbano a signalé ces manœuvres au parquet le 13 mai.

Le 22 mai, alors qu'il circulait à moto, il a été poursuivi par des personnes conduisant une Toyota Corolla sans immatriculation. Il a craint pour sa vie, mais a réussi à se sauver.

Le 3 juin, une autre directrice d'école, dont l'établissement aurait également facturé des frais de scolarité illégaux, a critiqué Jose Luis Urbano sur une station de radio locale et annoncé qu'elle engagerait des poursuites contre lui. Elle a en outre menacé de l'envoyer en prison et déclaré que sa fille, représentante du ministère public, allait « *l'achever* ».

Le 13 juin, Jose Luis Urbano a publié dans un journal local une déclaration dans laquelle il dénonçait l'exploitation des enfants au Vénézuéla. Il a indiqué à Amnesty International que le jour même, lui, son épouse et leurs enfants avaient vu des personnes passer devant leur domicile en voiture, les fenêtres ouvertes et en pointant du doigt la maison. Se sentant menacé par cet événement, le 18 juin, Jose Luis Urbano a demandé aux autorités locales d'assurer sa sécurité, mais aucune mesure de protection n'a encore été prise.

En février 2007, Jose Luis Urbano avait été menacé puis blessé par balle après que son ONG eut organisé une conférence de presse au cours de laquelle elle avait critiqué la qualité de l'enseignement offert aux enfants pauvres de l'État d'Anzoátegui, qu'elle jugeait très insuffisante, et affirmé que des frais de scolarité étaient perçus alors que l'éducation était censée être gratuite. Personne n'a été traduit en justice à la suite de cette attaque.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'article 102 de la nouvelle Constitution vénézuélienne (entrée en vigueur en 1999) proclame : « *L'éducation est un droit humain et un devoir social fondamental. Elle est démocratique, gratuite et obligatoire.* »

Les militants des droits humains sont en première ligne de la lutte pour promouvoir, protéger et défendre les droits civiques, politiques, économiques, culturels et sociaux. Sur tout le continent américain, ils se battent, devant souvent faire face à de nombreux obstacles, afin d'établir des sociétés plus justes et plus équitables.

Grâce à leur action, ils améliorent la dignité humaine et contribuent à apaiser les souffrances de nombreuses catégories de population parmi les plus pauvres, marginalisées et défavorisées.

Les attaques visant les défenseurs des droits humains et les personnes qui exercent leur droit à la liberté de réunion pacifique traduisent une hostilité à l'égard du rôle que joue la société civile dans les pays régis par des formes de gouvernement démocratiques, et de son rôle en tant qu'observateur indépendant et critique de la politique officielle en matière de droits humains. Répondre aux critiques et au mécontentement social par la violence et la répression visant les défenseurs des droits humains, les personnes luttant pour les droits sociaux et d'autres militants ne peut qu'exacerber l'agitation sociale et risque d'entraîner des situations plus graves. La tendance croissante à répondre aux critiques par la répression porte atteinte au respect des droits fondamentaux, entame l'exercice des libertés fondamentales, amoindrit l'obligation de rendre compte de ses actes et contribue à renforcer l'impunité.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par les menaces et le harcèlement dont Jose Luis Urbano est la cible, vraisemblablement en raison des activités qu'il mène en faveur de la protection du droit à l'éducation ;
- dites-vous profondément inquiet pour la sécurité de cet homme et de sa famille, ainsi que pour celle des autres membres de la Fondation pour la défense du droit à l'éducation et de leurs proches ;
- demandez qu'une enquête soit menée sur les menaces et les manœuvres d'intimidation que Jose Luis Urbano a signalées aux autorités ;
- exhortez les autorités à offrir une protection suffisante à cet homme, conformément à ses souhaits ;
- priez-les d'enquêter sur tous les cas de menaces et d'actes d'intimidation dirigés contre des défenseurs des droits humains et contre leurs proches, de déférer à la justice les auteurs présumés de tels agissements et d'offrir aux personnes menacées une protection appropriée, conformément à leurs souhaits ;
- appelez-les à élaborer, en collaboration avec des défenseurs des droits humains, une stratégie et des programmes visant à garantir la sécurité de ces derniers, conformément aux principes de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et à rendre ces mesures publiques.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Ramón Rodríguez Chacín

Ministerio del Poder Popular para Relaciones Interiores y Justicia

Av. Urdaneta, Edif. Sede MIJ, Piso 1, Carmelitas, Caracas, Vénézuéla

Fax : +58 212 506 1685

Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

Ministre de l'Éducation :

Ministerio del Poder Popular para la Educacion

Héctor Augusto Navarro Díaz

Esq. de Salas a Caja de Agua, Edif.Sede del ME Parroquia Altigracia, Caracas, Dtto. Capital, Vénézuéla

Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

Fax : + 58 212 506 89 98

Procureure générale :

Fiscal General

Luisa Ortega Díaz

Edificio Sede del Despacho de la Fiscal General de la República,

Esquinas de Misericordia a Pele El Ojo Avenida México, Caracas, Vénézuéla

Formule d'appel : Señora Fiscal General, / Madame la Procureure générale,

Fax : + 58 212 509 7464

COPIES À :

Fundación Pro-Defensa del Derecho a la Educación
Calle los Olivos 13, La Ponderosa Sector 3, Barcelona, Edo. Anzoategui, Vénézuéla

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Vénézuéla dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 9 SEPTEMBRE 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.